

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2025/ 107

Occupation du domaine public,
Route barrée,

Le jeudi 27 Mars 2025,
de 08h00 à 12h00,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la décision 199 du 30 juin 2022 portant révision sur
les tarifs communaux à partir du 1^{er} septembre 2022,

CONSIDERANT qu'en raison d'une livraison de béton
par toupie, il est nécessaire d'autoriser l'occupation
du domaine public et de barrer la rue, au droit du 2
Rue du Quémiset.

ARRÊTONS

Article 1 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise **de livraison de béton**,
au droit du 2 Rue du Quémiset, le jeudi 27 Mars 2025 **de 08h00 à 12h00**.

Article 2 : L'entreprise est autorisée à barrer la Rue au droit du 2 Rue du Quémiset, le mercredi 19
Février 2025 **de 08h00 à 12h00**.

Article 3 : L'entreprise est autorisée à mettre en place une déviation par la Place Saint-Martin et de la
Rue de Paris et **du maintien de tout balisage adéquat durant le chantier**.

Article 4 : Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont
de 0.80€/m²/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.60€/m²/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.80€/m²/jour au-delà.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : Toute la sécurité sera mise en place par le demandeur, pour la protection des passants et
des usagers de la route.

Article 7 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site
www.telerecours.fr

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 26 FEV. 2025

Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation



Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire